

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1895

[C — 2003/27328]

**3 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
déterminant les conditions intégrales des ateliers de travail du bois et de fabrication d'articles en bois**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.294/4 donné le 4 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux ateliers de travail du bois et de fabrication d'articles de bois visés par la rubrique 20 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, lorsque ceux-ci sont répertoriés dans la classe 3.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par établissement existant : tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que l'établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 3. § 1^{er}. Tout atelier situé dans un local fermé, contigu à un local servant de logement, est séparé de celui-ci par des murs, plafonds, cloisons, présentant une résistance au feu d'au moins une heure.

§ 2. Les portes entre les locaux habités et l'atelier ou l'entrepôt de bois se ferment automatiquement et ont un degré de résistance au feu d'au moins une demi-heure.

§ 3. Les locaux habités comportent un accès indépendant de l'atelier.

Art. 4. Les installations de dépoussiérage et leurs abords sont accessibles. Elles sont maintenues en état de fonctionnement.

CHAPITRE III. — *Exploitation*Section 1^{re}. — *Atelier*

Art. 5. § 1^{er}. Afin d'éviter que les riverains ne soient incommodés, les sciures, copeaux ou poussières résultant de l'activité sont :

1° soit aspirés à l'endroit de leur production, récoltés dans des sacs ou autres récipients et stockés dans un local fermé ou amenés directement dans un silo hermétique;

2° soit conduits à l'état humide vers des entrepôts.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux ateliers installés à l'air libre.

§ 2. Les déchets combustibles et les chiffons de nettoyage sont entreposés dans un récipient prévu à cet effet, et régulièrement évacués, sans dispersions pour le voisinage.

Art. 6. Les abords immédiats du lieu de stockage des sciures, copeaux ou poussières, ainsi que les chemins, les aires de chargement et de déchargement, sont nettoyés régulièrement.

Section 2. — *Dépôt de bois*

Art. 7. Les dispositions de la présente section s'appliquent à tout dépôt de bois non visé par la rubrique 63.12.01 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 8. Si le dépôt de bois est situé à l'air libre, il est distant de deux mètres de toute propriété voisine. La distance est mesurée horizontalement. A défaut de pouvoir respecter cette distance, un dispositif de sécurité suffisant est prévu par l'autorité compétente.

Les tas de bois situés à l'extérieur doivent être disposés de manière à éviter toute instabilité.

Art. 9. Le local d'entreposage des bois ne peut se situer en-dessous ou à l'intérieur d'un bâtiment ou d'un local contenant un dépôt de substances inflammables.

Le local d'entreposage des bois est séparé de tout bâtiment étranger à l'exploitation par une distance faisant éventuellement l'objet de conditions particulières. Cette distance peut être réduite par l'interposition d'un écran de sécurité.

L'écran de sécurité est constitué en matériaux présentant une résistance au feu d'au moins une heure, destiné à ralentir la propagation du feu en cas d'incendie dans le dépôt de bois.

L'écran de sécurité a une hauteur minimale de 2 mètres et dépasse d'au moins 50 centimètres la hauteur des piles de bois.

Art. 10. Toutes les mesures sont prises pour empêcher la pullulation d'insectes et la prolifération des rongeurs.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 11. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte, par l'intermédiaire du bourgmestre, le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 12. Le matériel de lutte contre l'incendie doit être en bon état de fonctionnement, protégé contre le gel, signalé, accessible et réparti dans l'établissement.

Ce matériel est contrôlé annuellement et l'exploitant veille à la qualité des produits d'extinction d'incendie.

Art. 13. § 1^{er}. L'introduction de liquides inflammables dans l'atelier doit éviter la proximité de foyers ou de sources de chaleur.

§ 2. Il est interdit de stocker des liquides inflammables dans le dépôt de bois.

Art. 14. L'interdiction de feu nu et l'interdiction de fumer sont signalées au moyen des pictogrammes réglementaires dans tous les locaux de l'établissement.

CHAPITRE V. — *Air*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 15. Les chutes de bois non traités, c'est-à-dire des morceaux de bois naturel - y compris l'écorce - ou les briquettes comprimées de copeaux et sciures, à l'exclusion de tout bois peint, vernis, aggloméré ou perfectionné, ou comportant des produits de conservation (y compris ignifuge), peuvent être utilisés comme combustibles, strictement dans un but de valorisation énergétique.

L'alinéa précédent ne porte pas préjudice à la possibilité pour l'exploitant de disposer d'une installation permettant la combustion de certains types de déchets autres que ceux autorisés à l'alinéa précédent pour autant qu'il ait obtenu le permis requis pour ce type d'installation.

La combustion de sciure et copeaux est interdite dans les tonneaux et poêles à bois.

Art. 16. Les rejets dans l'atmosphère se font au moins 1 mètre au-dessus du niveau du faite du toit du bâtiment abritant l'atelier et 1 mètre au-dessus du niveau du plus haut faite des toits des bâtiments situés à moins de 15 mètres de la cheminée.

CHAPITRE VI. — *Bruit*

Art. 17. Si l'établissement est situé en zone d'habitat ou en zone d'habitat à caractère rural, tout travail aux machines ainsi que toute activité de martelage ou de clouage sont interdits entre 19 heures et 7 heures, ainsi que les samedis après-midi, les dimanches et jours fériés.

CHAPITRE VII. — *Contrôle et auto-surveillance*

Art. 18. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les rapports établis par les organismes ou les services qui ont effectué les contrôles prescrits par les articles 11 et 12 des présentes conditions.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les articles 3 et 4 s'appliquent aux établissements existants le 1^{er} janvier 2007.

Par dérogation à l'alinéa premier, l'autorité compétente peut dans le cadre de conditions complémentaires soumettre l'établissement existant à des conditions moins sévères que les présentes conditions pour autant que ces conditions atteignent l'objectif visé à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Art. 20. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1895

[C — 2003/27328]

3. APRIL 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten Bedingungen für Werkstätten des Holzgewerbes und für die Herstellung von Holzwaren

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikeln 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 4. Februar 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 34.294/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die Werkstätten des Holzgewerbes und für die Herstellung von Holzwaren im Sinne der Rubrik 20 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Betriebe, insofern diese zur Klasse 3 gehören, anwendbar.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften versteht man unter bestehendem Betrieb: jeglichen Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen wurde, oder dessen Bewirtschaftung durch eine infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellte Genehmigung gedeckt ist, sowie jeglichen Betrieb, für den zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde.

KAPITEL II — Standort und Bau

Art. 3 - § 1. Jede Werkstatt in einem geschlossenen Raum, die an einen Raum angrenzt, der zu Wohnzwecken dient, wird von diesem Raum durch Mauern, Decken, Wände getrennt, die eine Feuerbeständigkeit von mindestens 1 Stunde aufweisen.

§ 2. Die Türen zwischen den bewohnten Räumen und der Werkstatt oder dem Holzlager schließen automatisch und weisen einen Feuerbeständigkeitsgrad von mindestens 1/2 Stunde auf.

§ 3. Die bewohnten Räume verfügen über einen von der Werkstatt unabhängigen Zugang.

Art. 4 - Die Entstaubungsanlagen und deren Umgebung sind zugänglich. Sie werden in gutem Betriebszustand gehalten.

KAPITEL III — Betrieb**Abschnitt 1 — Werkstatt**

Art. 5 - § 1. Um die Nachbarn nicht zu stören, werden das Sägemehl, die Späne oder Staube, die auf die Betriebstätigkeit zurückzuführen sind:

1° entweder dort, wo sie erzeugt werden, abgesaugt, in Säcke oder sonstige Behälter eingepackt und in einem geschlossenen Raum gelagert oder aber direkt einem luftdicht verschlossenen Silo zugeführt;

2° oder in feuchtem Zustand in Lager gebracht.

Der vorliegende Paragraph ist nicht auf die in der freien Luft aufgestellten Lager anwendbar.

§ 2. Die brennbaren Abfälle und die Reinigungslappen werden in einem zu diesem Zweck vorbehaltenen Behälter gelagert und regelmäßig entfernt, ohne in der Umgebung verstreut zu werden.

Art. 6 - Die unmittelbare Umgebung des Orts, wo das Sägemehl, die Späne und Staube gelagert werden, sowie die Wege, Lade- und Entladeflächen, werden regelmäßig gereinigt.

Abschnitt 2 — Holzlager

Art. 7 - Die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts sind auf alle Holzlager anwendbar, die nicht in der Rubrik 63.12.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind.

Art. 8 - Falls sich das Holzlager in der freien Luft befindet, so ist es mindestens zwei Meter von jedem Nachbaranwesen entfernt. Diese Entfernung wird horizontal gemessen. Falls diese Entfernung nicht eingehalten werden kann, so muss von der zuständigen Behörde eine zureichende Sicherheitsvorrichtung vorgesehen werden.

Die Stabilität der draußen befindlichen Holzhaufen muss gewährleistet sein.

Art. 9 - Der Raum für die Lagerung des Holzes darf nicht unterhalb oder innerhalb eines Gebäudes oder eines Raums liegen, in dem sich ein Lager für entzündbare Stoffe befindet.

Der Abstand zwischen dem Raum für die Lagerung des Holzes und jedem betriebsfremden Gebäude ist ggf. Gegenstand von Sonderbedingungen. Dieser Abstand kann durch die Aufstellung einer Schutzwand verringert werden.

Diese Schutzwand dient zum Bremsen der Feuerausbreitung im Falle eines Brands im Holzlager und ist aus Materialien hergestellt, die eine Feuerbeständigkeit von mindestens einer Stunde aufweisen.

Die Schutzwand hat eine Mindesthöhe von zwei Metern und ist mindestens 50 cm höher als die Holzstapel.

Art. 10 - Alle Maßnahmen werden getroffen, um eine Verbreitung von Insekten oder Nagetieren zu verhindern.

KAPITEL IV — *Unfall- und Brandverhütung*

Art. 11 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, erkundigt sich der Betreiber über den Bürgermeister beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Art. 12 - Die Ausrüstungen zur Feuerbekämpfung sind in gutem Betriebszustand und vor dem Frost geschützt zu halten; sie müssen auf geeignete Weise gekennzeichnet, zugänglich und im ganzen Betrieb verteilt sein.

Diese Ausrüstungen werden jährlich kontrolliert und der Betreiber hat für die Qualität der Brandlöschmittel zu sorgen.

Art. 13 - § 1^{er}. Die Einführung von brennbaren Flüssigkeiten in die Werkstatt muss so weit wie möglich von Feuerungen oder Hitzequellen erfolgen.

§ 2. Die Lagerung von entzündbaren Flüssigkeiten im Holzlager ist untersagt.

Art. 14 - Das Verbot von offenen Feuern und das Rauchverbot werden in allen Räumen des Betriebs anhand der verordnungsmäßigen Piktogramme angezeigt.

KAPITEL V — *Luft**Abschnitt 1 — Allgemeines*

Art. 15 - Das unbehandelte Restholz, d.h. die Stücke aus natürlichem Holz - einschließlich der Rinde - oder die komprimierten Briketts aus Spänen und Sägemehl, unter Ausschluss jegliches angestrichenen, lackierten, verdichteten, verbesserten oder mit Konservierungsprodukten (einschließlich zum Brandschutz) behandelten Holzes, kann lediglich zur energetischen Verwertung als Brennstoff verwendet werden.

Der vorige Absatz beeinträchtigt keinesfalls die Möglichkeit für den Betreiber, über eine Anlage zu verfügen, in der bestimmte Kategorien von Abfällen, die nicht diejenigen sind, die im vorigen Absatz erlaubt sind, verbrennt werden können, insofern er die für diese Anlage erforderliche Genehmigung erhalten hat.

Die Verbrennung von Sägemehl und Spänen in Fässern und Holzöfen ist untersagt.

Art. 16 - Die Ausstöße in die Atmosphäre müssen mindestens ein Meter oberhalb des Niveaus des höchsten Dachfirstes des Gebäudes stattfinden, in dem sich die Werkstatt befindet, und mindestens ein Meter oberhalb des Pegels des höchsten Dachfirstes der Gebäude, die sich in einem Abstand von weniger als 15 Metern zum Schornstein befinden.

KAPITEL VI — *Lärm*

Art. 17 - Wenn sich der Betrieb in einem Wohngebiet oder Wohngebiet mit ländlichem Charakter befindet, ist jegliche Arbeit mittels Maschinen sowie jegliches Hämmern oder Nageln zwischen 19:00 und 7:00 Uhr sowie am Samstag nachmittag, am Sonntag oder an Feiertagen untersagt.

KAPITEL VII — *Kontrolle und Selbstüberwachung*

Art. 18 - Der Betreiber hält die von den Organen und Dienststellen, die die in Art. 11 und 12 der vorliegenden Bedingungen vorgeschriebenen Kontrollen durchgeführt haben, erstellten Berichte zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

KAPITEL VIII — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 19 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung vom vorhergehenden Absatz sind die Artikeln 3 und 4 spätestens am 1. Januar 2007 auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung vom ersten Absatz kann die zuständige Behörde im Rahmen von Zusatzbedingungen den bereits bestehenden Betrieb weniger strengen Bedingungen als den vorliegenden Bedingungen unterwerfen, insofern durch diese Bedingungen die Zielsetzung des Artikels 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erreicht werden kann.

Art. 20 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. April 2003.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 1895

[C — 2003/27328]

3 APRIL 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de werkplaatsen voor houtbewerking en voor de vervaardiging van houtartikelen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 34.294/4, uitgebracht op 4 februari 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving en toepassingsgebied

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de werkplaatsen voor houtbewerking en voor de vervaardiging van houtproducten bedoeld in rubriek 20 van bijlage I bij het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, wanneer ze in klasse 3 ingedeeld zijn.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorwaarden wordt verstaan onder bestaande inrichting : elke inrichting die vóór de inwerkingtreding van dit besluit behoorlijk vergund is of voor de exploitatie waarvan een vergunning is afgeleverd na indiening van een aanvraag vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en na indiening van de vergunningsaanvragen tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Art. 3. § 1. Elke werkplaats die ingericht wordt in een gesloten lokaal naast een ruimte die als woning dient, wordt ervan gescheiden door muren, plafonds, wanden die minstens één uur brandbestendig zijn.

§ 2. De deuren tussen de bewoonde lokalen en de werkplaats of de houtopslagplaats gaan automatisch dicht en zijn minstens een half uur brandbestendig.

§ 3. De bewoonde lokalen hebben een onafhankelijke toegang tot de werkplaats.

Art. 4. De ontstoffingsinstallaties en omgeving zijn toegankelijk. Ze worden in staat van werking gehouden.

HOOFDSTUK III. — Exploitatie**Afdeling 1. — Werkplaats**

Art. 5. § 1. Om de aanwonenden niet te hinderen worden het zaagsel, de schaafkrullen en de stofdeeltjes :

1° hetzij opgezogen op de plaats waar ze voortgebracht worden, verzameld in zakken of in andere recipiënten en opgeslagen in een gesloten lokaal of rechtstreeks afgevoerd naar een hermetische silo;

2° hetzij in vochtige staat naar opslagplaatsen gebracht.

Deze paragraaf is niet van toepassing op werkplaatsen in de openlucht

§ 2. Brandbare afval en poetsdoeken worden opgeslagen in een daartoe bestemde recipiënt en regelmatig afgevoerd, zonder verspreiding in de buurt.

Art. 6. De onmiddellijke omgeving van de plaats waar zaagsel, schaafkrullen of stofdeeltjes worden opgeslagen, alsook de wegen, laad- en losruimten worden regelmatig gereinigd.

Afdeling 2. — Houtopslagplaats

Art. 7. De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op elke houtopslagplaats die niet opgenomen is in rubriek 63.12.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 8. De houtopslagplaatsen in de openlucht bevinden zich op twee meter van elke aangrenzende eigendom. De afstand wordt horizontaal gemeten. Als die afstand niet in acht kan worden genomen, legt de milieuvergunning een veiligheidsvoorziening op.

De buiten gelegen houtstapels worden stevig aangelegd.

Art. 9. Het hout mag niet opgeslagen worden onder of in een gebouw of een lokaal waar zich ontvlambare brandstoffen bevinden.

De afstand tussen het lokaal waar hout opgeslagen wordt en elk gebouw dat niet deel uitmaakt van de exploitatie, is eventueel het voorwerp van bijzondere voorwaarden. Die afstand kan verkleind worden d.m.v. een veiligheidsscherm.

Het veiligheidsscherm bestaat uit materialen die minstens één uur brandbestendig zijn en brandverspreiding afremmen in geval van brand in de houtopslag.

Het veiligheidsscherm is minstens twee meter hoog en steekt minstens 50 centimeter boven de houtstapels uit.

Art. 10. Alle maatregelen worden genomen om de woekering van insecten en de proliferatie van knaagdieren te voorkomen.

HOOFDSTUK IV. — *Preventie van ongevallen en brand*

Art. 11. Vóór de uitvoering van het project en bij elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die gevaar voor brand en brandverspreiding inhoudt, pleegt de uitbater via de burgemeester overleg met de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen inzake brand- en explosiepreventie en -bestrijding en over de uitrustingen waarin voorzien moet worden met het oog op de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

Art. 12. Het materiaal voor brandbestrijding is in goede staat van werking, tegen vorst beschermd, toegankelijk en over de inrichting verspreid.

Dat materiaal wordt jaarlijks gecontroleerd en de exploitant ziet toe op de kwaliteit van de brandblusproducten.

Art. 13. § 1. In de werkplaats worden de ontvlambare vloeistoffen verwijderd van haarden of warmtebronnen.

§ 2. Het is verboden ontvlambare vloeistoffen op te slaan in de houtopslagplaats.

Art. 14. Het openvuurverbod en het rookverbod worden d.m.v. reglementaire pictogrammen aangegeven in de lokalen van de inrichting.

HOOFDSTUK V. — *Lucht*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 15. Afval van onbehandeld hout, d.w.z. stukken natuurlijk hout - schors inbegrepen - of samengeperste blokken van schaafkrullen en zaagsel, met uitsluiting van alle geveerd, gevernist, geperst of verbeterd hout, of van hout dat bewaringsproducten bevat (ook brandwerende), mag uitsluitend in het kader van de energetische valorisatie als brandstof gebruikt worden.

Het vorige lid ontnemt de exploitant de mogelijkheid niet om over een installatie te beschikken voor de verbranding van bepaalde andere soorten afval dan die bedoeld in het vorige lid, voorzover hij in het bezit is van de vergunning die vereist wordt voor dat type installatie.

Het is verboden zaagsel en schaafkrullen te verbranden in vaten en houtkachels.

Art. 16. Uitstoten in de lucht vinden plaats op minstens één meter boven het niveau van de top van het dak van het gebouw waar de werkplaats zich bevindt, en op één meter boven het niveau van de hoogste top van de daken van de gebouwen gelegen op 15 meter van de schoorsteen.

HOOFDSTUK VI. — *Lawaai*

Art. 17. Als de inrichting gelegen is in een woongebied of in een woongebied met een landelijk karakter, is het verboden de machines te gebruiken, te hameren of te spijkeren tussen 19 en 7 uur, op zaterdag namiddag, zondag en feestdagen.

HOOFDSTUK VII. — *Controle en zelftoezicht*

Art. 18. De rapporten van de instellingen of de diensten die de krachtens de artikelen 11 en 12 van dit besluit voorgeschreven controles hebben uitgevoerd, worden door de exploitanten ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

In afwijking van het vorige lid zijn de artikelen 3 en 4 van toepassing op de inrichtingen die vóór 1 januari 2007 bestaan.

In afwijking van het eerste lid kan de bevoegde overheid de inrichting onderwerpen aan voorwaarden die niet zo streng zijn als deze voorwaarden voorzover de doelstelling bedoeld in artikel 2 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning gehaald wordt.

Art. 20. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1896

[C — 2003/27327]

3 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles des ateliers de travail du bois et de fabrication d'articles en bois

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.294/4 donné le 4 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;